



Edition 2008

Assistance financière aux organismes de logements d'insertion

La procédure de maîtrise d'ouvrage d'insertion est destinée à instruire les demandes de refinancement des organismes de logements d'insertion. Elle a pour principal objet la restructuration du haut de bilan d'organismes associatifs ou privés en difficultés, et s'inscrit dans une démarche partenariale.

L'article 5 de l'avenant du 11 octobre 2001 à la convention conclue le 14 mai 1997 entre l'Etat et l'UESL stipule, dans son dernier alinéa, que « les prêts contractés [...] pour réaliser des programmes d'insertion, par des associations, ou toute autre structure émanant de celles-ci, ayant besoin d'une assistance financière sur des opérations difficiles et d'un intérêt social particulier, peuvent être refinancées notamment en subvention. L'ANPEEC peut apporter des compléments de financement à ces opérations spécifiques avec le 1/9^e et les retours de prêts 1/9^e qu'elle gère[...]. »

Dans le cadre de la mise en œuvre de ces dispositions, une enveloppe de 10 millions d'euros a été réservée par le Conseil d'administration de l'ANPEEC et une Commission des opérations d'insertion a été créée afin d'examiner les projets d'intervention. L'enveloppe a été abondée en 2005 à hauteur de 10 millions d'euros.

La convention du 20 décembre 2006 a réaffirmé l'intérêt de cette mission. Elle y consacre notamment 30 millions d'euros sur la période 2007-2013 et élargit le champ d'intervention de l'Agence aux interventions préventives, par le biais de l'apport d'une aide spécifique et dérogatoire aux financements d'opérations de construction présentant un intérêt particulier .

Depuis l'origine, l'Agence a été sollicitée par 27 organismes. Au 31 décembre 2007, 17 millions d'euros ont été engagés, dont près de 205 000 euros pour la réalisation d'audits et de missions d'assistance aux organismes.